

**Cahier des clauses  
administratives  
particulières**

## **Accord-cadre de fournitures courantes**

**Fourniture d'équipements  
électroménagers pour les  
établissements du GHT Somme  
Littoral Sud**

**GHT Somme Littoral Sud**

# Sommaire

Préambule.....	4
1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales.....	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Décomposition de l'accord-cadre .....	6
1.3. Forme de l'accord-cadre .....	7
1.4. Représentation des parties .....	8
1.5. Sous-traitance .....	8
2. Pièces contractuelles .....	8
3. Durée et délais d'exécution .....	9
3.1. Durée de l'accord-cadre .....	9
3.2. Modalités d'exécution.....	9
3.2.1 Bons de commande émis sur la base des produits indiqués au Bordereau des prix unitaires <sup>10</sup>	
3.2.2 Les commandes hors BPU sur catalogue et offre promotionnelle .....	10
4. Prix .....	10
4.1. Caractéristiques des prix.....	10
4.2. Forme et variation des prix .....	11
5. Clauses de financement et de sûreté .....	11
5.1. Avance .....	11
5.2. Retenue de garantie.....	11
6. Règlement des comptes .....	11
6.1. Mode de règlement – Escompte.....	11
6.2. Présentation des demandes de paiement .....	12
6.3. Intérêts moratoires .....	13
6.4. Modalités de règlement du prix.....	14
6.5. Délai global de paiement .....	14
6.6. Règlement en cas de cotraitants.....	14
6.7. Règlement des sous-traitants .....	14
7. Pénalités.....	14
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre .....	15
8.1. Conditions d'exécution des prestations.....	15
8.2. Documents à fournir après exécution.....	16
9. Constatation de l'exécution des prestations .....	16
9.1. Opérations de vérification.....	16

9.2.	Décision après vérification .....	16
10.	Assurances .....	16
11.	Clauses de réexamen .....	17
11.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution 17	
11.2.	Offre promotionnelle.....	17
11.3.	Produit de substitution (rupture d'approvisionnement ou arrêt de la fabrication) 18	
11.4.	Ajustement des prestations.....	18
12.	Résiliation.....	18
12.1.	Conditions de résiliation .....	18
12.2.	Résiliation pour cas de force majeure .....	19
12.3.	Redressement ou liquidation judiciaire.....	19
13.	Clauses complémentaires .....	19
13.1.	Lutte contre les discriminations .....	19
13.2.	Changement de domiciliation bancaire .....	19
13.3.	Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité .....	20
14.	Différends et litiges .....	20
15.	Dérogations au CCAG applicable .....	21

## Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts-de-France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Etablissements le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation.

### **Généralités du GHT Somme Littoral Sud**

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements partis du groupement

hospitalier de territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT, le nombre de membres du GHT pourra évoluer dans le temps.

### **Compétences de l'établissement support et des établissements parties**

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP)) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT. La phase d'exécution du marché (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

## 1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

### 1.1. Objet

L'accord-cadre concerne la fourniture, la livraison et l'installation d'appareils électroménagers à usage domestique. Il s'applique à l'ensemble des établissements du GHT Somme Littoral Sud.

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

#### Les établissements concernés :

- ☒ Centre Hospitalier Universitaire Amiens Picardie
- ☒ EPSM de la Somme
- ☒ Centre Hospitalier Intercommunal Montdidier-Roye
- ☒ Centre Hospitalier Intercommunal de la Baie de Somme
- ☒ Centre Hospitalier d'Hesdin
- ☒ Centre Hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil-sur-Mer
- ☒ Centre hospitalier d'Abbeville
- ☒ Centre Hospitalier de Doullens
- ☒ Centre Hospitalier d'Albert
- ☒ Centre Hospitalier de Corbie

### 1.2. Décomposition de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est alloté comme suit :

N° de Lot	Désignation du lot
Lot n°1	Fourniture de matériels « Gros électroménager » *
Lot n°2	Fourniture de matériels « Petits électroménager » **

#### Les lots seront attribués séparément.

\*Le terme « gros électroménager » désigne des appareils volumineux et motorisés, conçus pour répondre aux besoins domestiques ou semi-collectifs notamment :

- Appareils de conservation et de refroidissement des aliments : réfrigérateurs, congélateurs, combinés réfrigérateur-congélateur ;
- Appareils de lavage : lave-linges, sèche-linges, lave-vaisselles ;
- Appareils de cuisson : fours, plaques de cuisson, cuisinières, hottes aspirantes ;
- Autres équipements associés : appareils encastrables ou en pose libre.

\*\* Le terme « petit électroménager » désigne des appareils électriques portables ou compacts, conçus pour répondre à des besoins pratiques dans le cadre d'un usage domestique ou semi collectif. Ces équipements incluent, sans s'y limiter :

- Appareils de préparation culinaire : grille-pains, mixeurs, bouilloires, cafetières, robots multifonctions, blenders ;
- Appareils de réchauffage : fours à micro-ondes, plaques chauffantes compactes ;
- Appareils d'entretien et de soin : aspirateurs portables, balances électroniques.

### 1.3. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé en procédure d'appel d'offres ouvert.

Il s'agit d'un accord-cadre à émissions de bons de commande, conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Il est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum global de 895 000€ HT toutes périodes de reconductions comprises, défini par lot et par établissement comme suit :

Lot	Etablissements	Montant maximum par période	Montant maximum toutes périodes confondues
Lot 1	CH de l'Arrondissement de Montreuil-sur-Mer	12 500€ HT	50 000€ HT
	CH de Doullens	5000€ HT	20 000€ HT
	CH d'Albert	5000€ HT	20 000€ HT
	CH de Corbie	5000€ HT	20 000€ HT
	CH Intercommunal de Montdidier- Roye	7500€ HT	30 000€ HT
	EPSM de la Somme	7500€ HT	30 000€ HT
	CH d'Abbeville	12500€ HT	50 000€ HT
	CH Intercommunal de la Baie de Somme	5000€ HT	20 000€ HT
	CH d'Hesdin	5000€ HT	20 000€ HT
	CHU Amiens-Picardie	25000€ HT	100 000€ HT
Lot 2	CH de l'Arrondissement de Montreuil-sur-Mer	17500€ HT	70 000€ HT
	CH de Doullens	8750€ HT	35 000€ HT
	CH d'Albert	8750€ HT	35 000€ HT
	CH de Corbie	8750€ HT	35 000€ HT
	CH Intercommunal de Montdidier- Roye	12500€ HT	50 000€ HT
	EPSM de la Somme	12500€ HT	50 000€ HT
	CH d'Abbeville	17500€ HT	70 000€ HT
	CH Intercommunal de la	8750€ HT	35 000€ HT

	Baie de Somme		
	CH d'Hesdin	8750€ HT	35 000€ HT
	CHU Amiens-Picardie	30000€ HT	120 000€ HT

## 1.4.Représentation des parties

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

## 1.5.Sous-traitance

S'agissant d'un accord-cadre de fournitures, la sous-traitance n'est pas autorisée.

Toutefois, en cas de sous-traitance relative à la partie « prestation de services » de l'accord-cadre, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement, conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé, en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial.

## 2. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires propre à chaque lot ;
  - Annexe 2 : Taux d'escompte (pour le CHU Amiens-Picardie uniquement)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de mémoire technique pour chaque lot ;
- Les bons de commande ;
- Les modifications de l'accord-cadre, postérieurs à sa notification.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG FCS.



### 3. Durée et délais d'exécution

#### 3.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une première période ferme de 12 mois à compter de la date de réception de la notification par le titulaire, reconductible tacitement 3 fois 12 mois, pour une durée maximale (période initiale et reconductions successives) de 48 mois.

L'accord-cadre est reconductible tacitement trois fois un an pour une durée totale ne pouvant excéder 48 mois.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas refuser la reconduction en vertu des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, une lettre recommandée sera adressée par tout moyen attestant de la date et de l'heure de réception au plus tard deux mois avant la fin de la période considérée (la date anniversaire de la réception de la notification par le titulaire de l'accord-cadre).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pour une durée d'exécution ne pouvant aller au-delà de trois mois.

#### 3.2. Modalités d'exécution

Le présent accord-cadre engage le pouvoir adjudicateur à confier exclusivement la réalisation des prestations couvertes par celui-ci au titulaire désigné.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront à minima :

- La référence du marché ;
- La désignation de la fourniture ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- Le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commandes est la personne désignée par la direction compétente de l'établissement.

Les bons de commande sont notifiées au titulaire par courriel, télécopie ou à l'adresse postale du candidat aux coordonnées renseignées en préambule du présent contrat.

Les parties conviennent d'accorder même force probatoire aux documents transmis par courriel que ceux transmis en original. Ainsi, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à conserver lesdits courriels qui, dans ces conditions, constitueront des copies fidèles et durables au sens de l'article 1348 du Code civil. Dans l'hypothèse où le titulaire du marché serait un groupement, ils seront adressés au mandataire.

Les modalités relatives aux délais d'intervention sont définies au CCTP.

### **3.2.1 Bons de commande émis sur la base des produits indiqués au Bordereau des prix unitaires**

Dans ce cas de figure, les fournitures seront conformes à la désignation du BPU et seront réglées par application du prix unitaire.

### **3.2.2 Les commandes hors BPU sur catalogue et offre promotionnelle**

#### **3.2.2.1 - Commandes hors BPU**

En cas de besoin accessoires ou spécifiques se rapportant à une fourniture non référencée dans le BPU, il pourra être recouru au catalogue du titulaire.

Le prix de la fourniture hors BPU sera le prix public du catalogue de l'année en cours, assorti de la remise consentie lors de la remise de l'offre indiquée dans le BPU.

Le recours au catalogue fournisseur est autorisé sur l'ensemble des produits référencés correspondant à l'objet de l'accord-cadre.

Les commandes sur catalogue ne pourront dépasser, dans tous les cas, 10% du montant maximal total des achats réalisés par l'établissement concerné sur une période.

#### **3.2.2.2 - Offre promotionnelle**

Le titulaire s'engage à informer et à faire bénéficier les établissements, à tout moment, des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle ou plus particulièrement aux établissements concernés par le présent accord-cadre. Il notifie ces offres directement aux établissements dès leur parution en précisant leurs dates de validité. Ces prix s'appliquent aux commandes notifiées pendant la période promotionnelle, à condition qu'ils conduisent à des prix inférieurs aux prix nets résultant de l'application des clauses du marché. Ces offres promotionnelles sont considérées comme faisant partie intégrante du catalogue du titulaire.

## **4. Prix**

### **4.1. Caractéristiques des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont traités à prix unitaires, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires annexé à l'acte d'engagement (Annexe 1). Les prix seront appliqués aux quantités réellement exécutées, et feront l'objet de bons de commande.

L'accord cadre est passé sans minimum que ce soit en valeur ou en quantité.

Ce prix comprend toutes les sujétions liées directement à l'exécution des prestations de l'accord-cadre et notamment le temps passé sur site, les frais de fonctionnement et de secrétariat, les frais de déplacement, livraison, emballage, conditionnement, ainsi que les frais généraux et fiscaux.

Les frais de transports sont à la charge du titulaire (livraison franco de port).

## 4.2. Forme et variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes pour la première période d'exécution de l'accord-cadre (6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre).

Les prix de l'accord-cadre sont ajustables, à la hausse comme à la baisse, deux fois par an : tous les 6 mois à compter de la date de notification de l'accord cadre.

Le titulaire s'engage sous peine de forclusion, à notifier l'ajustement des prix du BPU à l'établissement support du GHT Somme Littoral Sud, par mail à l'adresse [direction.achats-ght@chu-amiens.fr](mailto:direction.achats-ght@chu-amiens.fr) et selon les modalités suivantes :

- Dans l'objet du mail doit nécessairement figurer le code : REV + numéro de l'accord-cadre affecté + numéro de lots concernés ;
- Ce mail doit contenir les nouveaux prix remisés, hors taxes (proposition d'ajustement et nouveau barème) ainsi que tous justificatifs utiles de cet ajustement des prix, sous un délai de 1 mois minimum avant la date d'échéance semestrielle de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse où les tarifs seraient transmis « hors délais » ou ne respecteraient pas les modalités définies ci-dessus, les prix ne pourront être ajustés. Par conséquent, les tarifs du semestre n seront appliqués sur le semestre n+1.

**Clause de sauvegarde** : Hors circonstance imprévue ou force majeure, l'établissement support pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date d'échéance lorsque l'ajustement des prix conduit à un taux d'augmentation supérieur à 3% par période.

## 5. Clauses de financement et de sûreté

### 5.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000€ HT par application des articles R.2191-6 et R.2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 et R.2191-12 du Code de la commande publique.

### 5.2. Retenue de garantie

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 6. Règlement des comptes

### 6.1. Mode de règlement – Escompte

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Les candidats préciseront dans leur offre financière, les conditions, exprimées sous forme de taux d'escompte, des escomptes éventuels qu'ils sont disposés à appliquer pour des règlements intervenant sous un délai inférieur ou égal à 50 jours calendaires.

A noter que dans le cadre de l'application des intérêts moratoires, c'est le délai légal maximum de paiement de 50 jours qui restera la base pour le calcul de ces derniers et non les taux d'escompte.

## **6.2. Présentation des demandes de paiement**

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

### **Dépôt des factures sur CHORUS PRO**

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les bons de commande émis par l'établissement mentionnent le Code Service à utiliser pour le dépôt des factures sur CHORUS PRO.

Les SIRET des établissements à utiliser lors de ces dépôts sont :

ETABLISSEMENTS	N° SIRET
Centre Hospitalier Universitaire Amiens-Picardie	268 000 148 00125
EPSM de la Somme	268 000 296 00015
Centre Hospitalier intercommunal de Montdidier-Roye	268 000 163 00017
Centre Hospitalier d'Abbeville	268 000 015 00019
CH de Doullens	268 000 106 00016
CH d'Hesdin	266 209 386 00017
CH de Corbie	268 000 072 00010
CH d'Albert	268 000 031 00016
CH de l'arrondissement de Montreuil sur Mer	266 209 691 00192
Centre Hospitalier intercommunal de la Baie de Somme	200 040 301 00018

### 6.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique, fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément aux articles L2192-13 et R2192-31 à R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) augmenté de 8 points de pourcentage.

Conformément à ce même décret, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 €.

#### **6.4. Modalités de règlement du prix**

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, le règlement du prix s'effectue facturation après service fait pour l'ensemble des fournitures faisant l'objet du présent accord-cadre.

#### **6.5. Délai global de paiement**

Les sommes dues au titulaire seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **6.6. Règlement en cas de cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **6.7. Règlement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

### **7. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalités ne sera appliquée.

Les pénalités s'appliquent sans mise en demeure préalable. Celles-ci sont cumulables.

### **1) Pénalités pour retard**

Lorsque les délais de livraison définis au BPU sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité forfaitaire suivante :

50€ par jour ouvrables de retard constaté.

### **2) Pénalités pour absence de bon de livraison**

En l'absence de délivrance du bon de livraison à l'issue de celle-ci, le titulaire encourt une pénalité de 20 euros par absence constatée.

### **3) Pénalités pour dépassement du temps de prise en charge du SAV**

En cas de dépassement du temps de prise en charge du SAV fixé à l'article 5 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité de 50 euros par dépassement constaté.

## **8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

### **8.1. Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

Adresse de livraison des fournitures ou de réalisation des prestations :

#### **CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE AMIENS - PICARDIE**

1 rue du professeur Christian Cabrol  
80480 AMIENS Cedex

#### **EPSM DE LA SOMME**

Route de Paris  
80044 AMIENS Cedex

#### **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER - ROYE**

25 rue Amand de Vienne  
80500 MONTDIDIER  
1 ter rue de la Pêcherie  
80700 ROYE

#### **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE LA BAIE DE SOMME**

Quai du Romerel  
80230 St VALERY SUR SOMME

#### **CENTRE HOSPITALIER D'ABBEVILLE**

43 rue de l'Isle  
80142 ABBEVILLE Cedex

**CENTRE HOSPITALIER DE DOULLENS**

Rue de Routequeue  
80600 DOULLENS

**CENTRE HOSPITALIER D'HESDIN**

3 rue Prévost  
62140 HESDIN

**CENTRE HOSPITALIER DE CORBIE**

33 rue Gambetta  
80800 Corbie

**CENTRE HOSPITALIER D'ALBERT**

Rue Tien-Tsin  
80300 Albert

**CENTRE HOSPITALIER DE L'ARRONDISSEMENT DE MONTREUIL SUR MER**

140 route départemental  
62180 Rang-du-Fliers

La livraison s'effectue conformément aux dispositions définies par le CCTP ainsi que dans le respect des dispositions de l'article 21 du CCAG FCS.

Il n'existe pas de difficultés exceptionnelles de manutention.

## **8.2. Documents à fournir après exécution**

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison l'ensemble de la documentation technique et une notice d'utilisation, rédigée en langue française, nécessaire au bon fonctionnement du matériel livré, ainsi qu'à son entretien courant telle que définie au CCTP.

## **9. Constatation de l'exécution des prestations**

### **9.1. Opérations de vérification**

Les fournitures livrées faisant l'objet de l'accord-cadre seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, conformément aux dispositions du CCTP et selon les conditions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

### **9.2. Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, la décision sera prononcée par l'acheteur dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG FCS.

## **10. Assurances**



Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## **11. Clauses de réexamen**

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

### **11.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution**

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

### **11.2. Offre promotionnelle**

Le titulaire peut, le cas échéant, et à son initiative, octroyer des remises supplémentaires à l'établissement du GHT concerné par le présent accord-cadre. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

L'acceptation de cette offre promotionnelle est possible sans avenant et se fera après acceptation écrite du référent de l'établissement concerné.

La mention d'offre promotionnelle doit être indiquée sur la facture correspondante.

### 11.3. Produit de substitution (rupture d'approvisionnement ou arrêt de la fabrication)

En cas **d'impossibilité temporaire de livraison** (rupture de stock), d'indisponibilité d'un ou plusieurs produits, le titulaire informera obligatoirement sans délai et par tout moyen le service approvisionneur ayant émis la commande.

Le titulaire devra indiquer au service approvisionneur, les motifs de la rupture et proposer, si besoin, une alternative éventuelle aux mêmes tarifs que le produit initial, sans que cette substitution ne nécessite l'établissement d'un avenant.

En cas de rupture temporaire la facture indiquera clairement la référence du produit habituellement commandée la référence du produit de remplacement avec la mention « produit de substitution temporaire ». En aucun cas, une substitution de produit ne sera acceptée sans l'accord préalable du professionnel.

En cas **d'arrêt de fabrication** de ses produits durant la période d'exécution du marché et de commercialisation d'un produit de remplacement, le titulaire retenu accepte de fournir ce nouveau produit au prix défini dans l'accord-cadre jusqu'à son échéance, sous réserve de l'acceptation écrite préalable de l'établissement concerné.

Le fournisseur doit informer le GHT Somme Littoral Sud du changement de produit au minimum deux mois avant ce changement effectif. Si la qualité est jugée inférieure, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le contrat et relancer une lise en concurrence pour les produits concernés.

### 11.4. Ajustement des prestations

Les parties pourront convenir par voie d'avenant de réexaminer la nature et/ou l'étendue des fournitures, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution de l'accord-cadre, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles ou lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations. Aussi, des lignes de produits pourront être ajoutés au BPU en cas de nécessité sans que cela vienne bouleverser l'économie de l'accord-cadre.

## 12. Résiliation

### 12.1. Conditions de résiliation

Il peut être mis fin à l'exécution de l'accord-cadre, avant leur expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En sus, les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 43 du CCAG FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail

conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

## **12.2. Résiliation pour cas de force majeure**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre, par anticipation, et sans indemnités en cas de force majeure, de cause extérieure aux partenaires de l'accord-cadre et portant atteinte au fonctionnement de celui-ci.

## **12.3. Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# **13. Clauses complémentaires**

## **13.1. Lutte contre les discriminations**

Le titulaire et ses co-traitants veillent à l'égalité de traitement des hommes et des femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- L'interdiction des discriminations en matière d'embauche (art L. 1132-1 du code du travail)
- L'absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (art L.1132-1 du code du travail)
- Les obligations vis-à-vis des représentants du personnel (art L. 2323-57 et 2323-47 du code du travail)
- L'information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (art L. 1153-1 à -6 du code du travail).

## **13.2. Changement de domiciliation bancaire**

Le cas échéant, toute modification de coordonnées bancaires, en cours de marché, fera l'objet d'une demande expresse de la part du titulaire, envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, accompagnée d'un nouveau RIB (IBAN) et stipulant le numéro de marché concerné par ce changement.

Ce courrier sera obligatoirement signé par une personne habilitée à engager la société.

La responsabilité du CHU Amiens-Picardie ne saurait être engagée en cas de retard de paiement, si le formalisme demandé n'est pas respecté.

### 13.3. Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

#### a) Obligations de contrôle

Conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu de prendre les mesures nécessaires permettant d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité.

Le titulaire du présent accord-cadre veille à ce que tout salarié qui participe à l'exécution du service public, et toute personne à qui il confie une partie de l'exécution de ce service :

- s'abstienne de manifester ses opinions politiques ou religieuses,
- traite de façon égale toute personne, notamment tout usager du service,
- respecte leur liberté de conscience et leur dignité.

Ces obligations concernent également les sous-traitants. Ainsi, tout contrat de sous-traitance relatif à l'exécution du service public doit rappeler ces obligations et être transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant.

#### b) Modalités de contrôle

Les usagers du service public sont informés par le titulaire des modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

L'acheteur doit être informé dès qu'un manquement est constaté. Il peut alors exiger que les personnes concernées ne soient plus en contact avec les usagers.

## 14. Différends et litiges

Le tribunal territorialement compétent est :

**Tribunal Administratif d'Amiens**

14, rue Lemerchier

80 000 Amiens

Téléphone : 03.22.33.61.70

Télécopie : 03.22.33.61.71

Courriel : [greffe.ta-amiens@juradm.fr](mailto:greffe.ta-amiens@juradm.fr)

## 15.Dérogations au CCAG applicable

Liste des articles du CCAG Fournitures Courantes et Services auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Pénalités pour retard	14.1.3
Pénalités pour indisponibilité	14.2